Fondation Jean Jaurès

International

ALGÉRIE, L'ESPOIR ET LE RÉALISME

José Garçon

15/03/2019

Alors qu'en Algérie les mouvements de contestation – le « printemps algérien » ? – se poursuivent, la journaliste spécialiste de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient José Garçon, en rappelant la nature du pouvoir et celle de ces mouvements, décrypte la stratégie proposée par les autorités et s'interroge sur les différents scénarios de sortie de crise.

Il est difficile, voire impossible, de comprendre la « réponse » d'Abdelaziz Bouteflika – ou de ceux qui parlent en son nom – à une contestation populaire sans précédent depuis les fêtes de l'indépendance sans rappeler une constante du régime algérien depuis 1962 : être prêt à tout pour durer. Terriblement efficace pour trouver et imposer les moyens de se pérenniser, ce pouvoir ne nourrit aucun projet pour une population qu'il méprise et dont il a peur. Parant au plus urgent, réagissant plus qu'il n'agit, avançant ses pions quand il le peut, reculant, changeant son fusil d'épaule quand les circonstances l'exigent, il ne cherche que palliatifs et expédients pour gagner du temps mais jamais de solutions réelles adaptées à la gravité de la situation. Il concède toujours trop peu et trop tard sans comprendre que son espace de négociation et donc d'action ne cesse de se réduire. Avec un prix toujours plus élevé pour le pays. Car en dernier ressort, les « décideurs » sont mus et liés par un seul objectif – conserver le pouvoir à tout prix – et par une même peur de la rue et d'un processus électoral libre[1].

Subterfuge habile ou trop éculé pour fonctionner, la « lettre » attribuée à Bouteflika, publiée le 11 mars dernier après trois semaines de quasi silence au sommet de l'État, illustre parfaitement ce mode de gestion et le désarroi dans lequel l'amplification du mouvement[2] a plongé le régime. Véritable manœuvre dilatoire, cette « réponse » n'est pas seulement le recyclage d'une offre faite lors du dépôt du dossier des candidatures le 3 mars 2019. En prévoyant le report des élections et le prolongement *de facto* du mandat de Bouteflika[3], elle montre qu'aussi paniqué soit-il, le pouvoir ne cède rien sur le fond et lâche un peu pour ne pas tout perdre au mépris du droit et de la Constitution.

Coincé par une contestation qu'il ne maîtrise pas, une rue qu'il n'a jamais su gérer, la profondeur d'une crise qu'il n'a pas vu venir et la volonté de contrôler totalement la transition, le régime comprend-il que, après l'humiliation du cinquième mandat, ce tour de passe-passe inflige un

nouveau camouflet aux Algériens en essayant de leur faire prendre des vessies pour des lanternes ? Il admet, certes, qu'une nouvelle élection d'une quasi momie n'est plus jouable au vu de la contestation qu'elle cristallise et de l'inutilité de ressortir, comme depuis vingt ans, le spectre d'un retour des violences de la guerre civile, pour étouffer toute velléité de soulèvement. Mais ce mini recul, qui a permis aux manifestants de fêter le temps d'une soirée une victoire symbolique inimaginable sans leur mobilisation, est si obscur et si équivoque qu'il a dopé l'exigence de changement des Algériens[4].

Autant dire que c'est désormais, trois semaines après le début de la contestation, que tout commence. Et que tout est incertain en raison de trois inconnues majeures :

- l'entrée du pays dans une zone de turbulence politique et sociale avec, qui plus est, une fragilité institutionnelle et une situation économique très dégradée ;

- l'aptitude du mouvement de contestation à faire émerger des figures politiques sans se laisser diviser par les agissements dont le régime a le secret, les dissensions du champ politique dit d'opposition et/ou les sirènes d'une transition qui n'en est pas une ;

- la capacité du système à faire passer pour « concession » une manœuvre destinée à se sauver lui-même et à utiliser le temps ainsi gagné pour trouver ce qu'il n'a pu faire jusqu'ici : un successeur à Bouteflika garantissant la pérennité du système et le partage de la rente.

Bref retour sur une lame de fond nationale

L'explosion était prévisible même si nul ne pouvait dire quand elle se produirait. Il lui manquait un détonateur : ce sera le « too much » face à la tentative absurde du régime d'imposer un cinquième mandat d'un président grabataire. Cette bévue va faire descendre dans les rues de tout le pays, y compris dans les *willayas* de l'intérieur, des centaines de milliers d'Algériens, révoltés, écoeurés, humiliés – individuellement et collectivement – par le spectacle physique dégradant censé les représenter, image insupportable pour un peuple si fier et si attaché à l'image de son pays.

Le ras-le-bol d'un régime à bout de souffle a fait le reste. Inutile de revenir ici sur la prédation, l'incurie, l'autoritarisme de ce système, sur un édifice institutionnel qui est pure fiction ou sur un pouvoir réel dissimulé dans l'État profond, les services de sécurité et l'armée.

Il n'est pas inutile en revanche de s'interroger sur l'aveuglement dont ce pouvoir a fait preuve en cherchant à imposer ce cinquième mandat au prix par exemple de cérémonies officielles

surréalistes organisées autour du « cadre » (le portrait d'un Bouteflika disparu depuis longtemps de la scène publique). À force de fonctionner dans l'entre-soi, ce pouvoir s'est coupé totalement du réel. Il s'est en outre si habitué à l'impunité sur la scène internationale et s'est tellement empêtré dans ses luttes de clans et la nécessité que ces derniers se neutralisent mutuellement qu'il ne comprend pas jusqu'où il ne peut pas aller trop loin. Arc-bouté sur une triple rente (mémorielle, pétrolière et celle de la peur des Algériens qu'il croyait éternelle), il a surestimé la patience de la population et n'a pas tenu compte des clignotants sociaux venus par exemple du sud (mobilisations massives des chômeurs en 2013 et contre le gaz de schiste en 2015).

Surtout, il n'a compris ni les implications du changement générationnel – le fameux mur de la peur hérité de la guerre civile ne peut dissuader une génération qui ne l'a pas connue –, ni celles d'une démographie rendant impossible le maintien d'une gérontocratie en bout de course dans l'un des pays les plus jeunes du monde.

Un mouvement inédit, créatif, responsable, pacifique et festif

Jusqu'ici, le mécontentement en Algérie semblait ne s'exprimer que par la résignation, l'amertume, le désenchantement et le retrait/rejet du politique, ou par de micro-révoltes localisées, désorganisées, éphémères et violentes dans les années 2000. Ces comportements sont aux antipodes du mouvement actuel. Ils donnent la mesure de l'évolution et de la maturation observées aujourd'hui.

Cette mobilisation – masculine au début puis de plus en plus mixte, transgénérationnelle, familiale même et regroupant toutes les catégories sociales – montre une fierté retrouvée, une soif de liberté, un bonheur d'être ensemble et une ferveur collective. Slogans déclinés en arabe, berbère, mais aussi français et anglais, comme pour interpeller et prendre à témoin le monde entier[5] en général si indifférent au sort des Algériens, pancartes et vidéos inventées à l'infini montrent un humour, une autodérision, une créativité et une ingéniosité à tout crin. Cette communion citoyenne, où se mêlent naturellement drapeaux algériens et berbères, laisse voir une Algérie plurielle transgressant, jusqu'ici en tout cas, les clivages identitaires et régionaux. « L'Algérie c'est la Kabylie et la Kabylie, c'est l'Algérie », répètent inlassablement les manifestants rejetant par avance les préjugés sur une région souvent à l'origine des contestations, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Reste le plus remarquable : une autodiscipline rigoureuse[6] et surtout le martèlement permanent d'un double mot d'ordre : le fameux *silmiya* (pacifisme) et la revendication d'un mouvement « civilisé », manière de se démarquer d'un régime qui « nous considère comme des sauvages ». Cette

maturité montre que le rejet du politique « organisé », si fort dans le pays, ne signifie en rien dépolitisation : quoi de plus subversif et …paradoxal que « Libérez l'Algérie », l'une des chansons phares du mouvement, dans un pays qui a arraché son indépendance à la France il y a plus d'un demi-siècle ?

Tout cela ne vient pas de nulle part : enseignement des « révoltes arabes » pour une génération connectée au monde et entre ses membres par les réseaux sociaux ; leçons de la sale guerre ; mais produit aussi de toute l'Histoire algérienne. Comme si les imaginaires et les consciences avaient été imprégnés par la frustration engendrée par la « trahison et la confiscation » des idéaux de la révolution, les leçons du « printemps berbère » de 1980 ou de l'interruption du processus électoral en 1991, et par la pédagogie politique sur l'État de droit et le respect des libertés martelée pendant des décennies par des hommes comme Hocine Aït-Ahmed. Comme si une sorte de « génie populaire algérien » façonné dans une profondeur historique était à l'œuvre, visible notamment à la reprise de slogans de la guerre de libération (« Un seul héros, le peuple »). Cette conscientisation est sans conteste l'une des forces du mouvement.

L'obsession du cinquième mandat

Ce n'est pas de gaieté de cœur que le régime a voulu imposer une cinquième élection d'une quasi momie. Déjà, le quatrième mandat d'un Bouteflika malade avait fait grincer des dents dans le sérail. Et c'est faute d'un compromis entre les clans sur sa succession qu'il avait fini par être candidat en 2014.

Aussi féroces que soient ces rivalités internes du sérail, elles sont rarement idéologiques ou politiques. Chaque clan tente de s'autonomiser des autres et de renforcer son pouvoir, par tous les moyens mais avec une limite, une ligne rouge absolue : ne pas remettre en cause l'intérêt général et le minimum de cohésion qui demeurent les conditions *sine qua non* de la pérennité du système. Du coup, les clivages ou les luttes de clans qui déchirent régulièrement le système sont au final moins décisives qu'on ne le croit[7].

Aujourd'hui, le problème réside dans l'incapacité d'un régime déliquescent et de plus en plus fissuré à trouver dans ses rangs un candidat de consensus. Une tâche de plus en plus difficile compte tenu de la décomposition du pouvoir, de la disparition progressive de la génération de la guerre d'indépendance et du changement générationnel au sein de la hiérarchie de l'armée et des « services ». Cette impossibilité de s'entendre sur la succession de Bouteflika et le jusqu'au-boutisme de ce qu'on appelle le « clan présidentiel » soutenu par le chef d'état-major Gaïd Salah auront déclenché une révolte populaire qui, c'est incontestable, ne demandait qu'à éclater et à

s'étendre.

La « modération » inhabituelle des forces de l'ordre – au-delà de la difficulté à réprimer durement des manifestations aussi massives et pacifiques – et l'insistance sur les mots d'ordre anti-Bouteflika – au détriment de ceux exigeant le changement du système – autorisent cependant une question : certains secteurs du régime (généraux mis à la retraite anticipée, anciens militaires, cadres ayant mal accepté la dissolution du DRS, Département du renseignement et de la sécurité) n'ont-ils pas regardé avec bienveillance, voire même encouragé la rue à travers les réseaux sociaux, pour faire tomber le clan Bouteflika et enterrer un cinquième mandat qui risquait, en outre, de précipiter le système dans une impasse inextricable ?

L'opacité du régime, qui reste d'actualité, n'autorise pas de certitude. Pour autant, la question demeure.

Quelles perspectives ?

La complexité de la situation et l'opacité des jeux de pouvoir rendent difficile toute prévision. Un fait récent passé inaperçu retient cependant l'attention. Le général Ali Bendaoud, un proche du général Toufik Mediene, l'ex-patron des services secrets, vient d'être nommé à la tête de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Ce *come back* à la tête des services de renseignements d'un homme limogé il y a quatre ans du DSI (Détachement spécial d'intervention, contre-espionnage) marque-t-il un rééquilibrage des rapports de force en faveur du général Toufik, voire un *deal* entre les clans ? La question n'est pas dénuée d'intérêt au moment où le pouvoir doit faire face à la rue.

Que fera l'armée si la contestation s'amplifie ?

Il n'est pas inutile de rappeler que rien ne peut jamais être exclu dans ce pays, pas même une répression dure, même si le régime fera tout pour éviter cette option, quasi impossible à justifier contre un mouvement massif, « irréprochable », suivi et soutenu avec passion par toutes les diasporas algériennes.

De plus, réseaux sociaux et internet interdisent le huis clos qui a prévalu pendant toute la sale guerre, ce qui rend inévitables des réactions internationales en cas de répression dure. On peut dès lors penser/espérer que le pouvoir sait n'avoir plus vraiment les moyens d'une répression dure, même si il a montré à plusieurs reprises dans le passé qu'il était prêt à tout pour se maintenir.

L'armée sait en outre que la répression féroce des émeutes d'octobre 1988 (500 morts) lui a coûté très cher en termes d'image et de popularité et n'a guère envie de se réimpliquer ouvertement dans le jeu politique, même si cette institution reste au final toujours maîtresse du jeu. Les nouvelles générations formées à l'étranger ont, elles, encore moins envie de se retrouver dans une situation analogue à celle d'octobre 1988. Comment ont-elles perçu le soutien longtemps indéfectible du chef d'état-major à un cinquième mandat qui pouvait entraîner l'armée dans une aventure en l'impliquant trop ouvertement dans le jeu politique ? Il n'est pas exclu que le revirement spectaculaire du général Gaïd Salah, trois jours après avoir mis en garde contre un « retour aux années de braise et de douleurs vécues par le peuple algérien »[8], laisse entrevoir une crainte d'éventuels remous au sein de l'institution militaire, même si celle-ci reste étroitement contrôlée.

Comment le pouvoir va-t-il gérer la transition et… Bouteflika ?

Le régime sait qu'il ne peut espérer une pause dans la mobilisation, et encore moins la division du mouvement, sans un départ de Bouteflika. Au vu des images montrées par la télévision algérienne au retour de ses dix jours d'hospitalisation en Suisse, le président est l'ombre de lui-même. Dans la situation actuelle, son décès prévisible à plus ou moins court terme ou une déclaration « d'empêchement » pour aggravation de son état de santé[9] serait la meilleure porte de sortie pour le régime et pour l'actuel président.

Entretemps, les mots d'ordre exigeant son départ sont mis en avant pour mieux faire l'impasse sur ceux réclamant le changement du système tout entier. Signe qui ne trompe pas : la télévision publique a organisé le soir de son retour de Genève un débat où, fait inhabituel, la candidature de Bouteflika a été présentée comme « la cause de la crise ».

L'enjeu majeur pour le régime reste cependant sa capacité à former un nouveau gouvernement crédible et à organiser la conférence nationale avec un minimum d'organisations, de forces politiques et de personnalités respectées par la population. Car aucune transition conduite par des femmes et des hommes notoirement associés au régime n'a de chance de bénéficier d'une adhésion populaire. Selon des informations venues d'Alger, Lakhdar Brahimi, connu et apprécié pour ses médiations en Afghanistan et en Syrie, présiderait cette conférence. Si cela se confirme, ce serait un « coup » donnant un gage de sérieux à la communauté internationale. Mais pas forcément dans le pays, l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, âgé de 85 ans, étant perçu comme très proche du « clan présidentiel ».

Les « décideurs » algériens font quoi qu'il en soit le pari qu'une partie de la population se contentera du retrait de la candidature à un cinquième mandat, surtout si un départ réel du

président était annoncé rapidement. Et ce en dépit des réactions dénonçant l'inconstitutionnalité du report de la présidentielle qu'ils écartent d'un revers de la main en raison des « circonstances exceptionnelles » prévalant dans le pays. La première conférence de presse, tenue le 13 mars dernier par le nouveau vice-Premier ministre Ramtane Lamamra, a certes montré une volonté de ne pas envenimer les choses[10] en veillant à présenter le gouvernement comme un simple « facilitateur » pour la conférence nationale. Mais au-delà des mots, rien qui soit de nature à convaincre les Algériens que la transition n'est pas verrouillée d'avance et qu'elle ne s'éternisera pas[11]. Surtout quand le vice Premier ministre s'est référé à plusieurs reprises à la Charte de… Boumediene ! Les premières personnalités contactées pour participer à la fameuse conférence, parmi lesquelles des figures historiques associées depuis longtemps au système, ne semblent pas non plus de nature à susciter l'enthousiasme.

Quel avenir pour le mouvement ?

Très profond, massif et mature, ce réveil algérien suscite d'immenses espoirs au sein d'un pays qui n'en avait plus. Le jusqu'au-boutisme du pouvoir semble avoir réussi, en tout cas jusqu'ici, à fédérer les Algériens et à reléguer au second plan les clivages identitaires et religieux habituels de la société. On a vu, pour ne citer que cet exemple, les manifestants attendre à côté des mosquées la fin du prêche et la sortie des fidèles pour marcher ensemble. Une « colère féconde », pour reprendre les termes de la chercheuse Amel Boubekeur, est en train d'enraciner la contestation dans la société : on débat de tout et partout, les étudiants cherchent à comprendre les problèmes constitutionnels, à s'organiser dans les quartiers… « Il s'agit chez les manifestants d'une espèce de tentative de réappropriation de l'Etat, et de ses institutions, pour annuler le parasitage politique du régime sur la vie des Algériens », estime cette sociologue. « Il s'agit d'un processus de transition de longue haleine qui ne fait que commencer. Ce processus passe, d'une part, par une négociation entre la rue et le système. Sous la pression, il est très probable que ce dernier propose de nouvelles portes de sortie. D'autre part, la négociation met aux prises les Algériens eux-mêmes qui tentent d'apprendre à parvenir à un consensus ou du moins à un dissensus démocratique et dénué de violence. Il s'agit d'inventer notre propre modèle de transition. Il est encore trop tôt pour savoir quel il sera. Ce qui est sûr, c'est que ni le report des élections ni le remplacement d'hommes du système par d'autres hommes du système sans une vraie réforme des institutions ne satisferont la rue »[12].

Plusieurs facteurs déterminent l'avenir du mouvement :

- sa capacité à maintenir et élargir sa mobilisation dans le calme, à empêcher les dérapages minoritaires violents que pourrait susciter à terme la colère face à une surdité obstinée du pouvoir ;

- l'invention d'autres formes d'expression pour ancrer la dynamique actuelle dans la société ;

- l'émergence bien sûr d'un leadership qui fait cruellement défaut, et reste indispensable pour négocier une sorte de « compromis historique » avec le pouvoir, compromis auquel ont appelé le 14 mars 2019 plusieurs organisations de la société civile[13]. Cette absence de nouvelles figures est la conséquence d'un demi-siècle d'une gestion qui a tout fait pour empêcher, casser et décapiter toute opposition crédible et toute alternative politique.

La structuration du mouvement risque donc d'être longue, difficile et semée d'embûches, y compris en raison des divisions et de l'absence de culture démocratique dans le champ politique se revendiquant de l'opposition. Maître Mustapha Bouchachi, dont le nom circule beaucoup dans le cercle démocratique, y fait clairement allusion. « On est dans une période d'unification et non d'exclusion, il faut s'unir pour préserver ce mouvement », a mis en garde ce défenseur des droits de l'Homme, évoquant en outre la nécessité de « réfléchir à d'autres moyens de lutte parce que le peuple pourra se fatiguer ».

Pour autant et quoi qu'il arrive, rien ne sera plus comme avant. Même si le recul du régime reste pour l'instant minime, la contestation a réussi à infléchir un rapport de force au sein du sérail. Les Algériens crient et chantent massivement qu'ils aiment leur pays (« On veut protéger l'Algérie, pas la casser » est un de leurs slogans fétiches), qu'ils veulent qu'il change, qu'ils ne veulent pas prendre une *patera* mais entendent y vivre libres et dignement. Cette détermination semble irréversible quelles que soient les incertitudes et les inquiétudes suscitées par la situation, et notamment la gestion à venir des manifestations par les forces de sécurité.

Le régime aura-t-il la sagesse de comprendre que le temps des faux semblants est révolu et qu'il doit se résoudre à négocier une transition avec des personnalités jugées crédibles par le mouvement ? Cela permettrait d'espérer un compromis et une sortie politique et pacifique à la crise. Ou préfèrera-t-il jouer avec le feu, en comptant sur la fatigue du mouvement et en faisant une énième fuite en avant qui ne fera qu'amplifier fissures, antagonismes et fragmentation de la société ? Dans ce cas, on peut craindre des manipulations et corruptions tous azimuts, infiltrations, parasitages du mouvement par l'épouvantail « islamiste » (même si ces derniers sont totalement absents), rumeurs contradictoires et autres coups tordus habituels et malheureusement efficaces des « services », destinés à créer la confusion et à diviser le mouvement.

Nul ne sait alors ce qu'il pourrait se passer car les gens sont dans la rue, ils sont aussi lucides que déterminés, et il ne sera pas facile de leur faire accepter un retour au *statu quo ante*.

1. Préface de José Garçon in Djallal Malti, *La nouvelle guerre d'Algérie*, Paris, Éditions La Découverte, 1999.
2. Les « défections » d'organisations proches du pouvoir comme la puissante Organisation nationale des Moudjahiddin et l'Association des Anciens du Malg (les services secrets de la révolution), de personnalités, notamment de certains oligarques financiers liés à Bouteflika, ont vite indiqué que plusieurs secteurs du régime s'étaient résolus à l'abandon de sa candidature. Le lâchage de nombreux magistrats, avocats, médecins, journalistes, enseignants, les initiatives pour créer des comités de quartiers, les grèves, les conférences sur les transitions dans les universités, ont ensuite résonné comme une alarme faisant craindre l'organisation et l'enracinement de la contestation.
3. Le « plan de travail » présenté par Bouteflika prévoit le report de l'élection présidentielle à une date non précisée et maintient *de facto* Bouteflika au pouvoir après la fin de son mandat sans qu'il soit réélu et sans qu'on sache jusqu'à quand, au-delà en tout cas du terme prévu par la Constitution ; et l'organisation d'une transition avec une Conférence nationale, sur laquelle le pouvoir garde la haute main. Cette conférence sera chargée de réformer le système et la Constitution et de fixer la date de la future élection présidentielle ; la formation enfin d'un nouveau gouvernement avec un Premier ministre, Noureddine Bedoui,, et un vice-Premier ministre (innovation constitutionnelle), Ramtane Lamamra. Pour être moins impopulaire que le Premier ministre Ahmed Ouyahia, sacrifié sans ménagement sur l'autel du dégagisme ambiant, ce duo composé d'hommes du système est tout sauf une rupture.
4. Depuis l'annonce du « renoncement » au cinquième mandat, les manifestations se multiplient quotidiennement et mobilisent de nouvelles catégories, enseignants et élèves notamment, tandis qu'une grève générale a été lancée.
5. Relevés parmi des centaines de slogans : « No, you can't » ; « Le pouvoir veut le renouvellement de l'usure » ; « On a lu Machiavel, la politique on connaît » ; « Qui sème la misère récolte la colère » ; « Si on doit être gouverné par un cadre, autant que ce soit par Mona Lisa » ; « Pacifique oui, romantique non » ; « Algeria is kidnapping by a gang » ; « Nous sommes vaccinés contre le chaos » ; « Voleurs, vous avez mangé le pays » ; « Good morning Algeria »…
6. Les manifestants nettoient les lieux après les rassemblements tandis que des pancartes proclament : « Ne coupez pas d'arbres, ne jetez pas de pierres, ne brisez pas de vitres car tout appartient au peuple » ; « On ne veut pas casser l'Algérie, on veut la protéger ». Très vigilants, ils veillent à empêcher toutes provocations, toute casse, tout affrontement avec les forces de l'ordre et toutes récupérations politiques. Les figures se disant « d'opposition » mais connues pour, comme disent les Algériens, « avoir mangé (avec le pouvoir) », se sont vues signifier qu'elles n'étaient pas bienvenues dans les cortèges.
7. Préface, in Djallal Malti, *La nouvelle guerre d'Algérie*, Paris, Éditions La Découverte, 1999.
8. Certains observateurs estiment que la menace de Gaïd Salah avait en réalité deux « destinataires » : la rue, mais aussi le général Toufik Mediene, ancien patron des services de renseignements mis à la retraite forcée en septembre 2015 et qui n'avait pas caché son opposition à un quatrième mandat de Bouteflika. Invérifiables, ces interprétations témoignent de jeux de coulisses complexes se déroulant au sommet parallèlement à la mobilisation.
9. La déclaration de Lakhdar Ibrahimi, un proche de Bouteflika, concédant que sa voix était devenue « inaudible » peut s'inscrire dans cette perspective. Jusqu'ici en effet ses visites au président malade, toujours médiatisées, servaient surtout à prouver que ce dernier était en état de recevoir des visiteurs.
10. Louant le « courage » et la « maturité » des manifestants, concédant qu'on n'a pas toujours été « assez attentif aux revendications de notre jeunesse », affirmant que le « plan de travail proposé par le président pouvait être enrichi », il a attribué le non-respect de la Constitution aux circonstances actuelles exceptionnelles, et a évoqué une révision de la Constitution qui s'apparenterait à une Constituante, revendication de toujours de l'opposition historique.
11. Des experts estiment que les travaux prévus par le plan de travail » nécessiteront deux ans, Ramtane Lamamra s'est contenté d'affirmer « que cela peut aller plus vite en travaillant nuit et jour » !
12. Amel Boubekeur, « L'annonce présidentielle n'est pas constitutionnelle », *Le Monde*, 13 mars 2019.
13. Notamment les deux Ligues des droits de l'Homme, RAJ, le syndicat SNAPEST, SOS disparus.